

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

## FACE A L'ATTAQUE FRONTALE CONTRE NOS CONDITIONS DE VIE OPPOSONS UNE RIPOSTE UNIE

Ouvriers, camarades,

### **Aujourd'hui, la crise de l'économie capitaliste s'aggrave.**

Une nouvelle récession commence. La guerre commerciale que se livrent sur le marché mondial les différents Etats capitalistes - ceux d'Europe, face au Japon et aux USA en particulier - s'intensifie.

C'est pourquoi le gouvernement en France, comme les gouvernements des autres pays, n'a de cesse que d'affronter toujours plus durement et frontalement les conditions de vie de la classe ouvrière, au nom de la défense de l'économie nationale, au nom de la recherche de la compétitivité.

### **Face à ces nouvelles attaques la résistance de la classe ouvrière se développe partout:**

En Angleterre où, malgré la défaite de la grève des mineurs en 84, de plus en plus d'ouvriers de divers secteurs entrent simultanément en lutte et cherchent à s'unir dans l'action ;

- en Scandinavie (Norvège, Suède, Finlande) où viennent de se produire les luttes ouvrières les plus massives depuis 40 ans ;

- en Belgique, où ces dernières semaines se développent, contre les nouveaux plans d'austérité et de chômage, des luttes des ouvriers du secteur public, du secteur privé, actifs et chômeurs, de plus en plus souvent en solidarité les unes avec les autres, pour refuser d'être sacrifiés une nouvelle fois pour la défense des intérêts du capitalisme en crise ;

- en France également, où contre les premières mesures du gouvernement Chirac, les ouvriers recommencent à se mobiliser massivement à la SNCF, à la RATP, dans les chantiers navals, la chimie, la fonction publique...

Ouvriers, camarades,

Pas d'illusions !

Du fait même de l'aggravation présente de la crise de l'économie capitaliste, le GOUVERNEMENT en France, comme les gouvernements des autres pays, NE RECLERERA DANS SES ATTAQUES CONTRE NOS CONDITIONS DE VIE QUE SI NOTRE RESISTANCE DEBOUCHE SUR UNE RIPOSTE UNIE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.

### **Cette riposte unie de tous les ouvriers est non seulement nécessaire mais possible !**

- Aujourd'hui, déjà, ce sont tous les ouvriers EN MEME TEMPS, du secteur public et du secteur privé, actifs et chômeurs, français et immigrés qui sont attaqués au travers du gel des salaires, des retraites, des indemnités de chômage, de l'augmentation des prix des loyers, de l'augmentation du coût de la vie ; au travers de la suppression d'emplois dans la fonction publique, des licenciements dans le secteur privé ; au travers de la dégradation générale des conditions de travail ; au travers des mesures d'intimidation et d'expulsion des travailleurs immigrés, du renforcement général de l'appareil de répression policier...

Ouvriers,

La planification aujourd'hui par les syndicats et les partis de gauche, de journées d'action séparées, un jour dans un secteur, un jour dans un autre ; un jour contre telle mesure, telle direction, tel patron, un jour contre tels autres ; un jour ensemble mais avec des modalités d'action différentes selon le syndicat, un jour séparément NE VA PAS DANS LE SENS D'UNE RIPOSTE UNIE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.

Au contraire ! La planification d'actions séparées, chacun dans "son" coin, chacun contre "son" patron,

comme à la SNCF, à la RATP, dans la fonction publique, dans les chantiers navals, les arsenaux, l'automobile... ONT POUR BUT DE NOUS EMPECHER DE NOUS RETROUVER TOUS AU COUDE A COUDE DANS LA LUTTE, forts de notre nombre et de notre unité. ALORS QUE C'EST TOUS ENSEMBLE, CONTRE UNE SEULE ET MEME ATTAQUE, QU'IL NOUS FAUT RIPOSTER.

Pendant que le GOUVERNEMENT DE DROITE ET LE PATRONAT COGNENT CONTRE TOUS LES OUVRIERS, LES SYNDICATS ET LES PARTIS DE GAUCHE qui, alors qu'ils étaient au gouvernement, prenaient ou soutenaient des mesures anti-ouvrières du même type que celles qui sont prises aujourd'hui, TRAVAILLENT DESORMAIS DANS L'OPPOSITION, A EMPECHER CETTE RIPOSTE UNIE DE TOUS LES OUVRIERS, ORGANISENT LA DISPERSION DE LA RESISTANCE OUVRIERE POUR LA RENDRE IMPUISSANTE.

Ouvriers, camarades,

Contre la dispersion planifiée par les syndicats de nos efforts de résistance à l'attaque du gouvernement et du patronat, c'est l'unité et la solidarité entre tous les ouvriers qu'il nous faut développer. AUJOURD'HUI LUTTER, C'EST S'UNIR PAR DELA TOUTES LES DIVISIONS, CONTRE UN MEME ENNEMI, UNE MEME ATTAQUE.

Ouvriers,

Une fois de plus la bourgeoisie en France, va profiter de la période des congés pour accroître davantage sa politique d'austérité et de chômage massif. Plus que jamais, il nous faut rester vigilants. Plus que jamais, il nous faut faire nôtre le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier : "PROLETAIRES, UNISSONS-NOUS !"

A BAS LES DIVISIONS ENTRE OUVRIERS DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVE !

A BAS LES DIVISIONS ENTRE OUVRIERS ACTIFS ET CHOMEURS !

A BAS LES DIVISIONS ENTRE OUVRIERS FRANCAIS ET IMMIGRES !

VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE !

Courant Communiste International - 15 juin

### SOMMAIRE :

France :

- La mobilisation anti-ouvrière des syndicats.....p.2
- Secteur public-privé : une même lutte.....p.3

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :

- Belgique.....p.4 et 5
- les conditions de l'unification des luttes en Europe...p.6

ESPAGNE 36 :

- La gauche écrase les ouvriers.....p.7

POLEMIQUE :

- Le PCInt victime de la propagande bourgeoise .p.8



## LES LUTTES EN BELGIQUE NOUS MONTRENT LE CHEMIN ➡ P. 4 / 5

# LES SYNDICATS SE MOBILISENT POUR DIVISER LA RIPOSTE OUVRIERE

■ "Voici revenu le temps des grèves !" titrait "Le Matin" du 10 juin, annonçant la semaine d'action de la fonction publique, à laquelle appelait l'ensemble des syndicats. Lorsque la bourgeoisie met en avant la lutte ouvrière, ce n'est pas pour la défendre - à preuve le black-out qu'elle fait sur la plupart des mouvements sociaux aujourd'hui -, mais elle exprime sa propre mobilisation contre la classe ouvrière.

En effet, ce n'est en rien pour s'opposer au plan d'austérité du gouvernement que tous les syndicats ont appelé à des journées de grève, mais pour se préparer à le faire passer, face aux mouvements de la classe qui se développent et vont se développer dans la période à venir.

La bourgeoisie française, le plan d'austérité Chirac l'annonce (voir R.I. n° 145), a commencé à frapper et va frapper très fort. Le retard que l'économie nationale a dû prendre, du fait de la gauche au pouvoir, doit être comblé rapidement, la classe ouvrière doit trinquer le plus fort et le plus rapidement possible afin d'"assainir" les comptes de l'Etat et du capital national. En effet, depuis 1981, sous le gouvernement de gauche, l'Etat a accumulé un endettement qui a presque triplé jusqu'en 1986, afin de maintenir un "certain" niveau de vie, afin de se donner le temps d'attaquer la classe ouvrière de façon dispersée, afin que la gauche ne montre pas de façon trop ouverte sa nature bourgeoise, c'est-à-dire fondamentalement afin d'éviter des explosions ouvrières massives.

Avec le retour de toute la gauche dans l'opposition, et le retour de la droite au pouvoir, la bourgeoisie française peut se lancer résolument dans le rattrapage du retard accumulé au niveau économique. Les finances de la France sont très malades, et c'est la classe ouvrière qui doit payer. La bourgeoisie est obligée d'appliquer la même politique qu'en Belgique et dans tous les pays (voir p. 5) en l'attaquant plus massivement et de façon plus frontale. C'est ainsi qu'elle

- a bloqué les salaires des employés de l'Etat et de la fonction publique ;
- a levé le contrôle sur les prix, ce qui a entraîné en un mois une perte du pouvoir d'achat de - 0,5 % des salaires (i y a eu immédiatement des hausses de loyers et surtout dans les logements sociaux, une augmentation du prix de l'essence, des transports, etc.) ;
- a réduit certaines prestations sociales aux plus démunis ainsi que les allocations aux chômeurs ;
- a bloqué des retraites (ce qui représenterait une perte de 3,1 % du pouvoir d'achat pour une inflation limitée à 4 % sur l'ensemble de l'année) ;
- en mettant en application ses plans de licenciements: suppression de 8 000 emplois à la SNCF, à la RATP pour l'instant il s'agit d'une perte de 200 postes ; dans l'automobile : 9 000 emplois à supprimer immédiatement ; dans la sidérurgie où il va falloir "dégraisser" une troisième fois ; 2 500 emplois à CDF-Chimie, 561 chez Moulinex (électro-ménager), 5 500 chez Boussac (textile), 1 000 chez Thomson (électronique) à Dunes, au nord de Dunkerque, il s'agit de 237 emplois -aciens spéciaux-, etc.

Mais les ouvriers montrent qu'ils ne sont pas décidés à se laisser faire et l'attaque gigantesque qui est engagée promet des réactions ouvrières d'une ampleur sans précédent, aussi c'est à la gauche et à ses syndicats d'y parer sur le terrain.

## Une stratégie syndicale de division et de préparation du terrain

Ce n'est pas par hasard, ou par bonne volonté, que ce sont tous les syndicats qui ont appelé à la mobilisation ouvrière de la mi-juin : c'est afin de couvrir tout le terrain social, pour diviser au maximum la classe ouvrière. En cela, la stratégie de la bourgeoisie a changé depuis l'an dernier parce que la poussée ouvrière est de plus en plus forte.

En 1985, du 10 mai jusqu'en octobre, la CGT appelait à Renault, dans la fonction publique, à des journées d'action, la CFDT et FO faisant les morts afin de mieux dérouter les ouvriers (cf. RI n° 133). De concert avec le PCF, elle organisait la mascarade de SKF à Ivry, les actions-commandos contre l'importation de voitures étrangères au mois d'août, etc. Tandis que le "syndicat des chômeurs" de Pagat s'efforçait de désamorcer la lutte des chômeurs (cf. RI n° 134). Le but à atteindre était l'immobilisation des ouvriers, profitant de leur méfiance grandissante envers les syndicats, pour leur lancer au visage : "Vous ne vous battez pas, vous ne pouvez pas vous battre, vous êtes faibles. Seule la CGT se bat, pour vous, sans vous". Si la manoeuvre avait globalement réussi -ainsi le revers que subissaient les ouvriers de Renault en octobre où la CGT, grâce à tout ce travail de sape, isolait "les Renault" et alimentait un esprit d'écoeurement et de lassitude chez ceux-ci, comme dans l'ensemble de la classe, faisant ainsi passer 10 000 licenciements dans l'année !-, les réactions des ouvriers des chantiers navals à Dunkerque en juillet, la grève sauvage de la SNCF qui s'est étendue à tout le pays en septembre, celle de la RATP en décembre, ont aussi montré que la classe ouvrière, en France comme ailleurs, garde une combativité, une volonté de se battre,

intactes. La CGT et ses manoeuvres ont suffi jusqu'à présent à empêcher des réactions ouvrières d'ampleur mais la bourgeoisie sait qu'elle ne pourra pas les éviter, avec l'accélération et l'intensification des attaques frontales. Aussi, il lui faut être présente face au développement de la pression ouvrière.

Pour cela, la CFDT, FO, etc. vont eux aussi au charbon, sur le terrain, eux qui jusqu'à présent ont défendu quasi-ouvertement la plupart des mesures gouvernementales anti-ouvrières de la gauche comme la "flexibilité", laissant la CGT "seule dans la lutte contre la crise et l'austérité". En fait, cet engagement général des syndicats participe d'une stratégie, d'un partage des tâches, dans lequel où il s'agit de noyer le plus possible les ouvriers. Il s'agit tout d'abord de diviser les ouvriers entre ceux du secteur public et ceux du secteur privé ; alors que les deux vont être frappés, il s'agit de faire de chacun une catégorie particulière. Dans le secteur public on focalise sur la privatisation (voir p. 3) de certaines administrations, alors que

les mesures gouvernementales -préparées par le gouvernement Fabius- prévoient le licenciement de fonctionnaires, alors que dans les entreprises nationalisées de Renault de nouvelles charrettes de licenciements se préparent, alors que dans les chantiers navals nationalisés de la Normed ce sont quasiment tous les ouvriers qui vont se retrouver au chômage, comme si les fonctionnaires pouvaient aujourd'hui se prévaloir d'une hypothétique sécurité de l'emploi qui les séparerait des ouvriers du secteur privé.

De plus, c'est sur différentes "modalités d'actions" que ceux-ci appellent à faire grève : par exemple, dans les impôts, alors que la CGT, la CFDT et le syndicat unifié des impôts appelaient à manifester le 17 juin, FO organisait une "opération silence" où elle demandait aux agents de rester au travail...mais de ne pas répondre au public !

C'est aussi administration par administration que cette stratégie syndicale cherche à diviser. Chaque secteur est appelé, tour à tour, à faire grève : le 10 les banques nationalisées, le 11 la RATP, le 12 l'EDF-GDF, le 13 la SNCF, etc... chacun son jour, chacun chez soi. La journée du 17 qui clôturait la "semaine d'action" syndicale montrait la même volonté de disperser, de diviser : ainsi la CFDT défilait séparée du cortège CGT, séparant les fonctionnaires "cégétistes" des "cédétistes", divisant les ouvriers au sein d'un même secteur. De plus, chaque secteur est mobilisé sur des revendications spécifiques, particulières, comme si chacun d'entre eux avait ses intérêts propres à défendre, alors que c'est toute la classe ouvrière, et en particulier le secteur public, qui est en ligne de mire. Diviser, enfermer chacun dans son coin, dans sa problématique, voilà ce que cherchent à faire les syndicats.

Ainsi, si ceux-ci appelaient à faire grève "contre la casse du service public" en général, mot d'ordre vague au possible, à la RATP c'est contre les conditions de travail, ensuite contre les licenciements et la suppression des primes, tout cela mélangé avec la défense du directeur "communiste" Claude Quin, "remercié" par le gouvernement Chirac. A la SNCF, c'est directement contre les licenciements que la CGT et la CFDT y appelaient le 13.

Autant de secteurs, autant de revendications, de mots d'ordre ! Parce qu'il faut que les syndicats soient présents partout, afin de contenir chaque lutte dans son secteur.

## La colère et la combativité ouvrières se développent

Il est significatif qu'au lendemain-même de la journée d'action du 17 juin les conducteurs du réseau de la gare St Lazare se mettaient en grève sauvage, bloquant 60 % du trafic desservi par la gare jusqu'à 14 H, pour protester contre la sanction prise par la direction de la SNCF à l'encontre d'un conducteur accusé d'avoir franchi un signal rouge dix jours auparavant. Comme lors de la grève sauvage des conducteurs de métro et d'autobus RATP du 20 décembre 1985, la direction rencontrait immédiatement les syndicats pour négocier et arrêter le mouvement en quelques heures.

"Le Figaro" du 19 juin s'offusquait : "SNCF: grève surprise. Hier matin, 120 000 banlieusards privés de train sans préavis." ! Voilà la lutte ouvrière que la bourgeoisie ne supporte pas, dont elle a la plus grande peur : la lutte ouvrière sans préavis, sans contrôle syndical.

Début juin, ce sont les 200 employés communaux d'Amiens qui séquestraient toute une journée le maire PC de la ville contre les diminutions de salaire dont ils étaient menacés, montrant que la méfiance par rapport à la gauche reste intacte et que la colère ouvrière se manifeste de plus en plus ouvertement.

Sur tout le territoire, les syndicats sont contraints de lancer des mots d'ordre de grève, pour coller au mouvement, sinon pour le prévenir.

Ainsi, dans les chantiers navals de Dunkerque où ils ont organisé une marche sur Paris à laquelle 3 000 ouvriers ont participé. Bien sûr, la presse et les syndicats ont maintenu la plus grande discrétion ! Ainsi la grève des dockers de fin mai, suivie à 100 %, la grève dans le secteur du gaz à Lacq, la grève des agents du port Fos-sur-Mer, etc. La liste serait également longue des grèves qui se mènent dans les petites et moyennes entreprises qui montrent que la "passivité ouvrière" n'est qu'un mythe cultivé par la gauche au pouvoir depuis cinq ans et que la colère se manifeste concrètement dans la classe ouvrière.

Celle-ci ne doit pas seurrer, la mobilisation syndicale d'aujourd'hui n'est qu'une facette de la démobilisation syndicale d'hier. Cette intensification de l'activité syndicale pour couvrir le terrain a pour objectif fondamental l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie de maintenir l'isolement des luttes et d'entretenir la division dans les rangs ouvriers. Ceci alors que la situation généralisée d'accélération de la crise et l'intensification des attaques anti-ouvrières dans toute l'Europe poussent partout à mener la même lutte, de plus en plus nombreux, dans toutes les corporations, tous les secteurs, à unifier la riposte au-delà des corporations, au-delà des secteurs. C'est pour cela que le premier obstacle auquel la classe ouvrière est amenée à se confronter de plus en plus consciemment pour affirmer ses luttes est la gauche et, directement, ses appendices sur le terrain, les syndicats.

PPR

## A QUOI SERT LA CAMPAGNE ANTI-APARTHEID ?

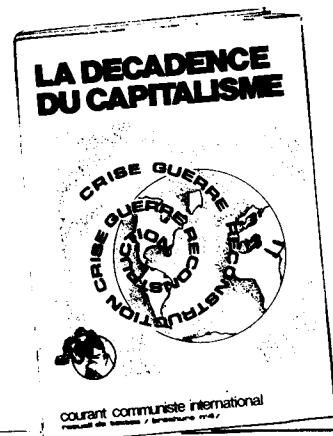
■ A l'occasion du 10ème anniversaire des tueries de Soweto et d'Alexandra de juin 76 en Afrique du Sud, anniversaire qui lui-même a ajouté 54 morts à la liste déjà ignoblement longue des meurtres dans le pays, la bourgeoisie occidentale, USA en tête, relance la campagne anti-apartheid qui n'avait pas cessé pendant toute l'année dernière.

A nouveau, les médias nous abreuvant de détails les plus sordides possibles sur les massacres quotidiens, sur la férocité des forces de répression, sur l'horreur de l'Apartheid, alors qu'ici-même, ce sont des milliers de prolétaires qui sont jetés dans la misère tous les jours, alors que les Etats renforcent systématiquement leur arsenal policier et le quadrillage des populations. Ces mêmes Etats "démocratiques" s'indignent à grands cris de la violence de l'Apartheid, et dans un bel élan "humanitaire" appellent au boycott ou aux sanctions économiques envers l'Afrique du Sud pour certains, mais tous nos hommes politiques, gauche et droite confondues, ne trouvent jamais assez de mots pour défendre le pauvre et l'opprimé noir, cherchant toujours à faire passer des problèmes de classe pour des problèmes de race.

En réalité, le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud n'est qu'une des formes, certes parmi les plus extrêmes, et les plus sauvages, de la barbarie capitaliste. Il s'agit en fait du même système d'exploitation que celui des pays "démocratiques", "avancés" et des pays dits "socialistes", un système que l'escalade de la violence dévoile dans toute sa nudité, dans toute son horreur : ce sont les mêmes causes qui sont à la base de la décomposition de la société : la crise irrémédiable du capital qui ne peut qu'engendrer comme partout ailleurs toujours plus de chômage, d'exploitation, de famine, de massacres.

Et si l'Afrique du Sud est aujourd'hui mise au banc des accusés, c'est essentiellement pour masquer que dans ce pays, comme partout dans le monde, le prolétariat lutte contre des conditions d'existence de plus en plus insupportables. Si aujourd'hui la campagne anti-apartheid prend une ampleur plus grande que par le passé, c'est précisément parce qu'elle est à la mesure des gigantesques combats de classe qui se préparent. Tout ce battage contre l'Apartheid ne vise ainsi qu'un seul objectif : contrer le développement international des luttes ouvrières, diviser le prolétariat en le détournant de ses intérêts de classe aussi bien en Afrique du Sud même que dans les pays centraux du capitalisme. Et pour cela, toutes les forces du capital se sont liguées, main dans la main, pour chanter à l'unisson la vieille rengaine des "droits de l'homme", du Pape aux organisations nationalistes sud-africaines, en passant par les partis stalinien et gauchistes d'Europe occidentale.

PPR.



# SECTEUR PUBLIC OU SECTEUR PRIVE UNE MEME ATTAQUE, UNE SEULE RIPOSTE POUR LES OUVRIERS

Aujourd'hui, la gauche et les syndicats - CGT en tête - s'appuient sur le mécontentement qui se développe dans toute la classe ouvrière, notamment le secteur public, contre les attaques sans précédents qui leur sont assénées et d'autres encore qui leur sont préparées, pour alimenter toute une campagne contre la privatisation sur le thème : "Non à la casse, non au démantèlement du service public", c'est à dire contre toute la politique d'austérité menée actuellement par la droite au gouvernement.

A quoi sert cette campagne?

Son but est de détourner la classe ouvrière de lutter sur son propre terrain. Pour cela, elle oppose la gestion de la droite à la gestion de la gauche.

Que les ouvriers soient privatisés ou nationalisés ne change rien pour eux. Les nationalisations que gauche et syndicats présentent comme des "acquis sociaux à défendre" n'ont nullement représenté une amélioration de leur sort ou un quelconque privilège pour les ouvriers. Que les "nationalisés" de 1981, les licenciés de Sacilor-Usinor et tous les autres se souviennent comment ils ont été attaqués depuis 83 sous la férule d'un gouvernement de gauche. Avec la gauche au pouvoir comme avec la droite, les ouvriers du secteur public ont du faire face aux mêmes attaques que ceux du privé : licenciements, dégradation de leurs conditions de vie. L'Etat n'a pas cessé de se comporter en patron de choc envers les salariés.

Aujourd'hui, face à l'aggravation de la crise, le gouvernement de droite poursuit, en la renforçant de

manière plus résolue et plus frontale, la politique d'austérité massive qu'a menée la gauche.

Face à la riposte ouvrière qui commence à pointer partout, toute la bourgeoisie ressent la nécessité de l'endiguer, de la diviser. Elle se partage le travail pour l'éparpiller et mieux la canaliser. La droite privatise certains secteurs dans la mesure où cette privatisation permet du point de vue économique d'éliminer la part et la charge que représente l'entretien des "canards boiteux" dans le budget de l'Etat, laissant ainsi à de "nouveaux patrons" la responsabilité des attaques redoublées consécutives à cette décharge ; la gauche - avec ses syndicats - prétendant défendre les intérêts de la classe ouvrière en détournant la question sur la "lutte pour la défense du service public et des nationalisations", en opposant le secteur public et le secteur privé, prend la part la plus active à ce travail d'éparpillement de la riposte en tentant de faire oublier les attaques d'encore fraîche mémoire qu'elle-même a portées pour retrouver un minimum de crédit auprès des ouvriers afin de jouer pleinement son rôle dans l'opposition : encadrer, diviser, isoler les luttes face à la colère ouvrière qui monte et a déjà commencé à s'exprimer.

Contre la mystification que recouvre cette campagne, nous écrivions déjà en mai 84 l'article que nous reproduisons ci-dessous qui, malgré la datation de certains commentaires et de certains chiffres, demeure de la plus totale actualité.

moins de 5000f net par mois après 10 ans de service. Pour ce qui est de garder son emploi, cela n'est pas non plus garanti. Dans les "services publics", l'Etat essaie de masquer la réalité, soit en n'embauchant plus ou presque plus, soit en prenant des auxiliaires non titularisés et remerciés par la suite. Mais surtout dans les secteurs nationalisés et donc "publics", là où l'Etat est directement le patron visible, comme à Sacilor et Usinor nationalisés par la gauche, ou encore à Renault, pour ne citer que ces exemples, l'Etat licencie et s'apprête à licencier massivement.

Non! Il n'y a pas des protégés d'un côté et des non protégés de l'autre, mais partout une seule classe exploitée! L'attaque de l'Etat s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière!

## De fausses divisions ... pour sauvegarder l'Etat

Pourquoi l'Etat - droite, gauche, gauchistes et syndicats - nous déverse-t-il tous ces mensonges? Pour nous DIVISER! Pour nous empêcher de comprendre où est l'ultime ennemi à affronter : l'Etat. Pour nous empêcher d'unir nos luttes au delà des secteurs et des nations, seule façon pour nous d'être forts! Cela est une mystification parmi bien d'autres que la bourgeoisie, dans toutes ses composantes, utilise contre nous. Regardons quelques exemples :

- Septembre 83 en Belgique : alors que des licenciements ont déjà eu eu lieu et que d'autres, massifs, se préparent, dans la sidérurgie par exemple, l'Etat attaque le secteur "public" officiel en imposant une diminution de salaire qui aboutira à la suppression d'un mois de paye par an pour les ouvriers de ce secteur ! La réaction des travailleurs est spontanée. Elle part des cheminots, commence de suite à s'étendre à certains secteurs du "privé" à Charleroi et fait tâche d'huile dans le "public". L'Etat doit s'employer alors à casser ce mouvement et sa tendance spontanée, même si encore limitée, à s'étendre à tous les secteurs. La meilleure façon de le diviser est de présenter les ouvriers des secteurs "public" et "privé" comme ayant des problèmes différents.

- En Hollande, fin octobre, début novembre 83 : Les travailleurs du secteur "public" réagissent aussi contre une attaque de l'Etat concernant une baisse de 5% prévue sur leurs salaires. Là encore, c'est par le biais des syndicats que l'Etat entretient la fausse division entre les deux secteurs, mais cette fois-ci en ayant l'air de vouloir supprimer les différences!

La division se fait sous couvert de solidarité. Les syndicats demandent une diminution de salaire aussi pour les travailleurs du secteur "privé", pour lesquels les conventions collectives sont déjà signées! Vive la justice et l'égalité!... quand elles essaient de monter les ouvriers les uns contre les autres.

- En France aussi, notamment durant le mois de mars dernier, qui a vu la journée de grève dans la "fonction publique", nous avons vu les syndicats se partager le travail pour diviser.

Les uns, avec la CGT par exemple, se sont employés à dire qu'il ne faut pas diviser les travailleurs, tout en les maintenant, dans les faits, dans le corporatisme, et en faisant du 8 mars la journée spécifique de la fonction publique. Les autres, avec la CFDT ont eu pour mission de "dénoncer les privilégiés du secteur public" qui ont la chance d'avoir un emploi et qui ne devraient pas protester sur des questions de salaires quand la "bonne priorité, c'est l'emploi et la réduction du temps de travail" (Edmond Maire le 7 mars sur Antenne 2).

Ouvriers! L'Etat n'est pas neutre! Qu'il soit entre les mains de la droite ou de la gauche, partout dans le monde entier, les mesures qu'il prend sont celles qu'exigent la défense et la survie du capitalisme! Ce sont donc partout des mesures en vue de nous maintenir dans une exploitation de plus en plus insoutenable. Partout les attaques de l'Etat contre la classe ouvrière sont les mêmes parce qu'elles sont partout l'expression de l'effondrement du capitalisme. Partout l'Etat utilise les mêmes mystifications, par exemple celle de la division entre secteurs. Partout les syndicats sont les instruments de l'Etat pour essayer de faire passer dans nos rangs ces mystifications. Nos luttes d'aujourd'hui, ainsi que la réalité que nous avons sous les yeux, doivent nous faire comprendre que l'ennemi ultime c'est l'Etat avec tous ses appareils syndicaux et autres partis de gauche ou de droite et que nous devons nous unir au delà de tous les secteurs, nationalement et internationalement, pour le détruire!

A.B.

## DES LUTTES ACTUELLES A LA "DESTRUCTION DE L'ETAT"

"La forme revêtue par la dictature du prolétariat sera celle des Conseils ouvriers, assemblées unitaires et centralisées à l'échelle de la classe, avec délégués élus et révocables, permettant l'exercice effectif, collectif et indivisible du pouvoir par l'ensemble de celle-ci. Ces Conseils devront avoir le monopole du contrôle des armes comme garant du pouvoir politique exclusif de la classe ouvrière.

C'est la classe ouvrière dans son ensemble qui seule peut exercer le pouvoir dans le sens de la transformation communiste de la société : contrairement aux autres classes révolutionnaires du passé, elle ne peut donc déléguer son pouvoir à une quelconque institution ou minorité y compris la minorité des révolutionnaires elle-même."

"Levier de la transformation économique de la société, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'exercice exclusif du pouvoir politique par celui-ci, aura pour tâche fondamentale d'expropriar la classe exploiteuse en socialisant ses moyens de production et d'étendre progressivement le secteur socialisé à l'ensemble des activités productives. Fort de son pouvoir politique, le prolétariat devra s'attaquer à l'économie politique bourgeoise en menant une politique économique dans le sens de l'abolition du salariat et de la production marchande dans celui de la satisfaction des besoins de l'Humanité."

(PLATE-FORME DU C.C.I., point 16)

## La mort de Coluche LA CLASSE REGNANTE PLEURE SON BOUFFON

■ Dans toutes les cours du Moyen-Age il y avait un bouffon du Roi. S'il passait son temps à le ridiculiser, à lui tirer la barbe ou lui faire des grimaces, ce personnage n'en était pas moins un fidèle serviteur de son maître, son rôle consistant à permettre à tous ceux qui étaient mécontents du souverain, depuis son entourage direct jusqu'au peuple, de se défouler à peu de frais en lui épargnant d'autres formes plus dangereuses d'opposition.

La bourgeoisie française, et en particulier celle de gauche, s'était trouvé un excellent bouffon : le dénommé Coluche. Car il faut reconnaître que celui-ci qui est mort accidentellement le 19 juin avait beaucoup de talent pour ridiculiser tous les secteurs de la classe dominante tout en leur apportant quand c'était nécessaire un soutien efficace.

En 1980, avec sa candidature clownesque à la présidence de la République, il avait su animer une campagne électorale bien mornie et finalement faire reprendre le chemin des urnes à beaucoup de ceux qui tendaient à s'en détourner.

Plus récemment, il avait apporté le concours de sa notoriété à deux opérations dont la nature bourgeoise et anti-ouvrière a déjà été signalée dans notre presse (voir RI n°5 142) : le mouvement "SOS-racisme" et les "Restaurants du coeur". Cette dernière opération, dont il était l'animateur, s'est particulièrement distinguée dans un domaine qui est le pain béni des dames patronesses : la charité envers les pauvres. Il s'agit de masquer aux yeux des chômeurs et des ouvriers en général les vraies causes du chômage et de la misère, les seuls moyens de les combattre : la lutte de classe. Il s'agit d'en faire des "assistés" passifs et non des combattants contre la société d'exploitation. C'est pour cela que tous secteurs confondus (à l'exception évidemment de l'épouvantail Le Pen) la bourgeoisie a apporté son soutien à cette opération.

Et c'est parce qu'il lui rendait de réels services et qu'il pouvait lui en rendre bien d'autres, que toute la bourgeoisie pleure aujourd'hui son bouffon. Car il ne sera pas facile d'en trouver un autre aussi efficace, à la fois aussi drôle, aussi impertinent, aussi "peuple" et apparemment aussi sincère. Peut-être d'ailleurs l'était-il... encore un peu mais cela ne change rien au rôle qu'il jouait. Les révolutionnaires ne pleureront pas la disparition du bouffon du Roi.

F. M.

## L'Etat est toujours

### L'Etat de la bourgeoisie

■ Il n'y a pas de différence réelle, aujourd'hui, entre secteur public et secteur privé. Pourquoi? Parce que le capitalisme est décadent et qu'il s'effondre, le chômage massif en est le signe.

La décadence du capitalisme, dont la première guerre mondiale manifeste l'avènement, conduit l'Etat à la nécessité d'un contrôle sur tous les aspects de la vie économique et sociale. Au bout de 70 ans de décadence, et de cycle crise-guerre-reconstruction-crise, la décomposition du capitalisme est telle, aujourd'hui, que pour tenter d'éviter les effondrements brusques et garder la maîtrise des explosions sociales, l'Etat a dû accroître encore ce contrôle sur l'ensemble de la société. Et ce contrôle et les décisions qui en découlent sont le fruit de concertations permanentes non seulement au niveau national mais international et s'appliquent à tous les domaines et à tous les secteurs. L'Etat n'est jamais celui qui garantit le bonheur des ouvriers, de quelque secteur que ce soit, mais celui qui défend, avec la dernière énergie, la survie du capitalisme et de son exploitation.

Voici quelques exemples seulement de cela :

- C'est au niveau de l'Etat que se décident les BLOCAGES DE SALAIRES et la suppression de leur indexation sur les prix, aussi bien en France qu'en Italie, par exemple pour ce qui est du bloc de l'Ouest, qu'en Russie pour l'Est. Pour ce pays, c'est en février 83 qu'Andropov reconnaît qu'il existe de "sérieuses difficultés" et qu'il préconise une stricte politique salariale afin de réduire la "demande", c'est à dire le niveau de vie des ouvriers.

- C'est au niveau des Etats qu'en août 82, les Européens et les Etats-Unis s'entendent, dans le contexte d'un marché mondial sursaturé, parce que de plus en plus insolvable, pour limiter les exportations européennes d'acier. En juin 83, une commission européenne représentant les Etats, demandent une réduction de 26,7 millions de tonnes des capacités de production devant entraîner la suppression de 150 000 emplois d'ici à 85.

- En ce début 84, c'est l'Etat, en France, qui s'active, sous couvert de "modernisation" de l'industrie, pour organiser les LICENCIEMENTS MASSIFS prévus dans la sidérurgie, les chantiers navals, l'automobile.

Ainsi, c'est bien l'Etat qui décide de tout et dans tous les secteurs. C'est bien à l'Etat que nous nous affrontons en défendant nos conditions de vie, partout, aujourd'hui, sur le globe entier. Mensonge donc quand on voudrait nous faire croire que l'Etat pourrait être chose que l'Etat de la bourgeoisie et le patron des patrons! Et le gérant de toute la société! Mais il est de l'intérêt de l'Etat de cacher cela et de se donner l'air d'être le gérant d'un seul secteur "public" où, là les ouvriers seraient censés être protégés.

Dans ce sens-là, la gauche et les syndicats ont toujours présenté les NATIONALISATIONS, par exemple, comme un avantage inestimable pour la classe ouvrière. Les pays de l'Est, dans lesquels les nationalisations tiennent une place plus qu'importante, ont été présentés, pendant longtemps, comme le paradis des ouvriers par les staliniens. Et, quand l'histoire, avec les luttes ouvrières en Pologne notamment, dévoile crûment la réalité, ces derniers, malgré tout, qui n'en sont plus à un mensonge près, continuent à parler de "bilan globalement positif"!

Les "protégés" du secteur public seraient censés aussi avoir un niveau de vie plus élevé et la garantie de l'emploi. Pour ce qui est du niveau de vie, en France par exemple, 60% des postiers touchent

# LES LUTTES EN BELGIQUE NOUS MONTRENT LE CHEMIN

■ Début avril, le gouvernement Martens en Belgique, réuni en conclave ministériel, adopte un plan d'austérité sans précédent contre toute la classe ouvrière : réduction des prestations sociales (suppression de l'allocation de grossesse, de 6.000 lits dans les hôpitaux), diminution des allocations-chômage, attaques contre les fonctionnaires (suppression de 28.000 emplois dans l'enseignement), contre les ouvriers du secteur public (5,6 MM d'économies dans les chemins de fer) et du secteur privé (fermeture de 3 mines sur 5 au Limbourg, du chantier naval de Boel, 34.000 licenciements dans le bâtiment.)

Face à cette attaque massive, la colère générale explose immédiatement au Limbourg et se répand comme une traînée de poudre dans tout le pays. Partout, on a vu éclater les grèves souvent de façon spontanée, se multiplier les manifestations entre chômeurs et ouvriers actifs, entre secteur public et secteur privé. Partout, la colère ouvrière est traversée par une préoccupation : aller chercher la solidarité, développer l'unité en ripostant tous ensemble dans la rue (cf. R.I n°145).

## La solidarité active renforce la lutte

Dès les premières rumeurs du plan Martens, la grève éclate spontanément le 16 avril dans 3 mines du Limbourg. Immédiatement les mineurs décident en assemblée générale d'aller chercher la solidarité aux deux autres puits. Forts de leur nombre et de leur détermination à étendre la lutte, les ouvriers mettent en échec toutes les forces capitalistes qui tentent d'empêcher la solidarité de se réaliser : menaces de la direction, déploiement de cordons de police, injonction des syndicats criant que "la grève est prématurée". DEUX jours plus tard, les cinq mines du Limbourg sont en grève (16.000 ouvriers). Mais ce premier pas de la lutte était insuffisant. Il fallait aller encore plus loin, renforcer toujours plus le front de riposte contre l'attaque capitaliste. Malgré les consignes syndicales de "rester à la maison", des délégations massives partent des mines pour aller chercher la solidarité vers les secteurs les plus proches (l'usine automobile de Ford-Gent, les ports, les chemins de fer, les lycées). Au moment même où la lutte se propage dans la région du Limbourg, d'autres luttes éclatent à travers tout le pays : dans le chantier naval de Boel, chez les lycéens en solidarité avec les chômeurs, dans la sidérurgie, dans les services publics... Plus la riposte se généralise, plus le besoin d'unité se renforce. On décide alors de rompre les barrières régionales pour relier les différents foyers de lutte les uns aux autres. C'est ainsi que le 23 avril, les ouvriers du chantier naval de Boel envoient une délégation rejoindre la lutte des mineurs du Limbourg, tandis que le 24, une délégation de 300 mineurs va chercher la solidarité dans deux assemblées ouvrières à Bruxelles (celle des cheminots appelée par la FGTB, le syndicat socialiste) et celle des services publics (convoquée par le syndicat chrétien) et appeler à riposter tous ensemble dans les rues de la capitale.

## Toute la bourgeoisie se mobilise contre l'unification du combat

C'est dans ce contexte de bouillonnement général, traversé par le développement de la solidarité active, que cet appel à descendre massivement dans la rue va marquer un tournant dans la situation. Face à ce formidable projet de faire converger les multiples foyers de luttes en un seul front de riposte, la bourgeoisie, craignant le pire, commence elle aussi à se mobiliser. Ainsi, les syndicats qui, pendant les quinze premiers jours s'étaient partout montrés hostiles à la lutte, vont alors faire semblant d'adhérer aux besoins qu'expriment les ouvriers pour les dénaturer, les dévoyer.

D'abord, en "reconnaissant" -sous la pression des syndicalistes de base- la grève des mineurs, puis en reprenant à leur propre compte leur appel à réaliser l'unité dans la rue. C'est ainsi que les syndicats devançant l'initiative des ouvriers, programme une manifestation nationale et inter-professionnelle à

Bruxelles....pour le 31 mai !

Pourquoi cette date ? parce qu'il leur fallait à tout prix gagner du temps. En repoussant la date de cette manifestation le plus tard possible (six semaines après qu'elle ait été suggérée par les mineurs) les syndicats espéraient pouvoir épuiser la combativité et faire de cette manifestation un enterrement de la lutte du même type que celui du 23 mars 79 à Paris (qui avait été repoussée pendant de nombreuses semaines afin que soient terminées les grèves qui se déroulaient dans cette ville). Et c'est pendant six semaines qu'ils vont mettre toute leur force dans la bataille pour tenter de désamorcer la combativité des ouvriers, de les empêcher de faire de cette manifestation une arme de leur combat.

Le développement ultérieur de la situation va montrer que l'inquiétude de la bourgeoisie était parfaitement justifiée. En effet, début mai, l'entrée en lutte de tout le secteur public devait donner une autre dimension au mouvement : les perspectives d'unification du combat entre secteur public et secteur privé à l'échelle de tout le pays étaient désormais ouvertes. Devant la menace d'un tel raz de marée, la nécessité de briser cette dynamique, d'empêcher l'unification entre secteur public et privé devenait impérative. Ainsi, on a vu les syndicats s'agiter dans tous les sens pour tenter de saucissonner les multiples foyers de luttes en planifiant tout un calendrier de grèves et manifestations sectorielles, soigneusement séparées les unes des autres : le 6 mai, dans la fonction publique, le 7, l'enseignement ; le 10, les chantiers navals ; le 16, les chemins de fer. Cependant, toute cette effervescence des syndicats était encore insuffisante. Devant un tel degré de combativité ouvrière, il fallait avant tout éteindre l'incendie au niveau des foyers les plus vivaces, ceux qui étaient à l'origine du mouvement général : les mines et le chantier naval de Boel. L'enjeu était énorme et la bourgeoisie était prête à y mettre le prix : le 4 mai, 2 jours avant la grève planifiée par les syndicats dans la fonction publique, le gouvernement, cédant momentanément, annonce la suspension des plans de licenciements dans les mines et les chantiers navals, tandis que les syndicats crient victoire et appellent à la reprise du travail.

Le tour était-il joué pour autant ? Certainement pas ! Non seulement, la bourgeoisie n'est pas parvenue à étouffer complètement la combativité dans les mines et les chantiers navals, mais surtout, elle n'a pas réussi à briser la dynamique générale du mouvement. Deux jours après l'appel des syndicats à la reprise du travail, alors que la bourgeoisie espérait avoir éteint l'incendie, le mouvement s'embrase ailleurs : le 6 mai, la grève des fonctionnaires "dégénère" en une gigantesque riposte de tout le secteur public et de nouveaux mouvements de solidarité resurgissent, cette fois du secteur privé vers le secteur public (notamment aux Forges de Clabecq et aux Ateliers Mécaniques de Charleroi). On verra même, à la gare d'Anvers, lors d'un meeting regroupant des ouvriers des deux secteurs, les cheminots exprimer clairement la nécessité d'unifier le combat "pour ne pas se faire avoir comme en 1983" (cf. article ci-dessous).

Ainsi, c'est au cours de la lutte elle-même que la conscience de la nécessité d'unir le mouvement avait fait son chemin.

## Descendre dans la rue pour réaliser l'unité

Pendant la deuxième quinzaine de mai, le pays est totalement paralysé par la grève du secteur public tandis que des luttes surgissent ou rebondissent ici et là dans tout le secteur privé. Toutes les manoeuvres de la bourgeoisie qui, pendant six semaines, visaient à éparpiller le mouvement afin d'empêcher les ouvriers de se rendre massivement à la manifestation du 31 mai, furent un échec. Partout, la volonté d'aller unifier le combat dans la rue, était demeurée intacte. Et plus les syndicats faisaient des pieds et des mains pour briser cette volonté, plus leurs manoeuvres se dévoilaient au grand jour, plus l'impatience se faisait sentir. On a vu alors se multiplier des manifestations à l'initiative des ouvriers

eux-mêmes, notamment dans les grandes concentrations industrielles (Liège, Charleroi).

Ainsi, à la veille de la manifestation, la bourgeoisie n'était toujours pas parvenue à écarter le danger d'unification entre secteur public et secteur privé. Les syndicats -et plus particulièrement leur base radicale- tentent alors d'amener les ouvriers notamment ceux des secteurs les plus combatifs (les cheminots de Charleroi) à désertir la lutte en leur soumettant une fausse alternative : soit rester sur place chacun dans son coin et "durcir" le combat, soit aller tous ensemble à Bruxelles pour faire une promenade ridicule. Voilà comment les syndicats en se partageant le travail de la base au sommet, ont tenté :

1) de laisser pourrir le mouvement en enfemant la combativité ouvrière sur place, dans l'usine, le secteur, la région afin de paralyser la volonté d'unifier la lutte.

2) de dégoûter les ouvriers de se rendre à cette manifestation en la présentant non pas comme une arme au renforcement du combat mais comme un moyen de l'enterrer.

Malgré toutes ces manoeuvres, le 31 Mai, 150.000 ouvriers venus de toutes les régions, de tous les secteurs se retrouvent dans les rues de la capitale. Pour un petit pays comme la Belgique (9 millions d'habitants), un rassemblement d'une telle ampleur n'a d'égal en France que celui du 13 mai 68.

Cependant, la bourgeoisie ne s'est pas laissée prendre au dépourvu : consciente du risque qu'elle encourait, elle avait miné le terrain à l'avance, non seulement par le déploiement de ses bataillons de gendarmerie mais surtout par la mobilisation de toutes ses forces de gauche. On les a vus, en effet d'une part, appeler tous les mouvements dont les idéaux sont totalement étrangers à la classe ouvrière (tels que pacifistes, écologistes...) à y participer au nom de la "solidarité" afin de noyer les secteurs ouvriers ; d'autre part, séparer les secteurs les plus combatifs de plusieurs centaines de mètres (les mineurs en tête, les cheminots de Charleroi en queue) afin de les empêcher d'impulser l'unification du mouvement.

Voilà comment les forces d'encadrement capitaliste sont parvenues au bout de leur peine, à contenir dans cette manifestation la dynamique du combat.

Au lendemain même de la manifestation, pendant plusieurs jours, on a vu le mouvement continuer à s'élargir de plus en plus au secteur privé. De plus, par leurs manoeuvres de plus en plus ouvertes contre le mouvement à chacune de ses étapes, les syndicats n'ont fait qu'accélérer leur perte de crédit dans les rangs ouvriers. C'est ainsi qu'à la fin de la manifestation, la colère ouvrière s'est retournée contre le leader du syndicat le plus "radical", la FGTB, qui fut conspué pendant son discours. Et jusqu'à la mi-juin, en de nombreux endroits, les appels syndicaux à la reprise du travail se sont heurtés à l'hostilité des ouvriers, notamment à Liège et Charleroi. Aujourd'hui encore, même s'il est vrai que le mouvement marque le pas, nulle part, on ne se résigne à abandonner le combat. La preuve en est donnée par le fait que le gouvernement, redoutant un rebondissement du conflit, a suspendu certaines des mesures et ouvert des "négociations" avec les syndicats.. en attendant une période plus propice, les congés d'été, pour les mettre en application.

De même que dès le début du mouvement, les ouvriers avaient compris la nécessité d'étendre la lutte, d'opposer le front le plus massif "pour ne pas se faire avoir comme en 83", la nécessité de faire de la rue un lieu privilégié pour se regrouper, réaliser l'unité, ils devront dans les futures étapes du combat, tenter de résoudre la question : comment mener pratiquement et jusqu'au bout l'unification des luttes ? Comment dépasser les obstacles auxquels ils se sont heurtés ?

C'est dans leur capacité à tirer -non seulement pour eux-mêmes, mais pour le prolétariat mondial- les principales leçons de cette expérience, en refusant de remettre leurs propres armes (grèves, manifestations) aux mains des syndicats, en conduisant eux-mêmes l'organisation de la lutte, que se trouve la solution.

Les ouvriers en Belgique viennent de nous faire une formidable démonstration de la force du prolétariat d'Europe occidentale. Une force capable de résister aux attaques capitalistes, d'empêcher la bourgeoisie d'aller encore plus loin. C'est à travers sa résistance quotidienne et acharnée que la classe ouvrière de ces pays est en train de construire cette force.

Face aux attaques massives qui se déchaînent aujourd'hui dans tous les pays, contre toute la classe ouvrière -ouvriers actifs et au chômage, ouvriers des secteurs public et privé- la lutte en Belgique nous montre le chemin -et il n'y en a pas d'autre- pour développer cette force : celle d'une riposte massive, solidaire et unie.

Avril (18/6/86)

## REUNIONS PUBLIQUES

### sur le thème

### FRANCE : face à l'attaque frontale de nos conditions de vie opposons une riposte unie de tous les ouvriers

LYON  
le 1er août à 21h à MATO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.

MARSEILLE  
Réunion publique le 18 juillet à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.  
Permanence le 9 juillet de 19h à 20h à "l'Artistic Bar", 4 cours J.Thierry, 13001.

NANTES  
Réunion publique le 5 juillet à 17h au 14 rue du Château (quartier Devré), après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche au 1er palier.  
Permanence le 25 juillet à 20h30, même adresse.  
Diffusion le 12 juillet au marché de la Petite Hollande, le 14 juin à 10h30.

PARIS  
Réunion publique le 5 juillet à 17h, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème, métro Pte de Choisy.  
Permanence le 19 juillet de 17h à 19h, même adresse.

TOULOUSE  
Réunion publique le 25 juillet à 21h, rendez-vous devant l'entrée Cafétéria du géant Casino, Pont des Demoiselles.  
Permanences tous les vendredis, sauf celui de la R.P à 18h30 au bar "le Colbert", avenue St-Exupéry.  
Diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois au marché aux puces (place St-Sernin).

## Lisez la revue Internationale n°46

-OU EN EST LA LUTTE DE CLASSE? de la dispersion à l'unification.

-OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE? L'Europe en première ligne

-discussion internationale : LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES DANS LES PAYS DE LA PERIPHERIE (polémique avec le BIPR).

-"PROPOSITION INTERNATIONALE" aux partisans de la révolution mondiale (Argentine, Uruguay) et notre réponse.

-LA GAUCHE HOLLANDAISE (2ème partie).

# ... VERS L'UNIFICATION

■ Les luttes massives, qui en plein cœur de l'Europe occidentale, viennent de secouer la Belgique, apportent aujourd'hui un nouveau souffle à cette 3ème vague de luttes ouvrières après celle de 68-74 et 78-80.

Jamais, depuis mai 68 en France et "l'automne chaud" italien en 69, le prolétariat des pays centraux du capitalisme, ceux d'Europe occidentale, n'avait engagé à l'échelle de tout un pays, un combat d'une telle envergure.

Ces combats confirment L'INTENSIFICATION ET L'AMPLIFICATION DE LA LUTTE DE CLASSE qui est en train de s'opérer dans TOUTE L'EUROPE OCCIDENTALE.

## Un pas en avant dans la 3ème vague de luttes

En septembre 83, c'est déjà en Belgique que le prolétariat mondial avait repris le flambeau du combat après deux années de recul, ponctué par sa défaite en Pologne. La grève du secteur public qui, pendant un mois, avait paralysé la Belgique à l'automne 83, annonçait alors l'ouverture de cette troisième vague de luttes.

Après une première période où ont surgi, dans plusieurs pays, des mouvements massifs, grève du secteur public en Belgique, puis en Hollande, grève des mineurs en Grande-Bretagne, grèves massives en Suède et au Danemark, après une deuxième courte période où dans la deuxième moitié de l'année 85, les luttes sont restées dispersées, enfermées dans une région, un secteur, une usine, c'est encore en Belgique que le prolétariat s'engage aujourd'hui dans une nouvelle étape de ses combats. Une étape où vont se développer, dans toute l'Europe occidentale, des luttes d'un ampleur beaucoup plus grande que celle de 83-84, des luttes caractérisées -contrairement à celles de 85- par la tendance au développement de la solidarité active, à l'unité la plus large possible face aux attaques massives qui se déchaînent et se déchaîneront de plus en plus dans tous les pays.

Ainsi, c'est à moins de trois ans d'intervalle que la classe ouvrière en Belgique s'est trouvée aux avant-postes des moments importants et significatifs de cette troisième vague de luttes.

Cependant, le mouvement d'aujourd'hui ne constitue nullement une simple répétition de celui de septembre 83. Il revêt, pour le prolétariat d'Europe occidentale, une dimension beaucoup plus importante et cette dimension est donnée par la différence existant entre le début de cette 3ème vague de luttes et la période qui s'ouvre aujourd'hui.

Alors que la grève du secteur public de 83 annonçait la sortie d'une période de démolition momentanée qui, pendant deux ans, avait immobilisé les ouvriers dans tous les pays, la riposte d'aujourd'hui explose en plein cœur d'une vague de luttes où, nul le part, à aucun moment, la combativité ouvrière ne s'est démentie. De plus, le mouvement actuel vers l'unification des combats porte en lui une autre dynamique que celle qui, dans toute l'Europe occidentale, prévalait au début de cette 3ème vague de luttes: une dynamique de dépassement de la dispersion des luttes liée au développement d'une stratégie bourgeoise qui n'avait pas été mise en place en 83 (cf. R.I n°142 et 143).

Cette différence fondamentale entre les deux périodes est ainsi parfaitement illustrée en Belgique même, par les caractéristiques du mouvement présent:

- sa mobilisation: en 83, les ouvriers suivaient les consignes syndicales de "rester à la maison"; aujourd'hui, ils refusent de se soumettre à leur discipline pour aller étendre la lutte;
- son ampleur: en 83, seul le secteur public était entré massivement en lutte; aujourd'hui, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est impliquée dans le combat;
- sa volonté d'unification: en 83, ce n'est qu'à la fin du mouvement que s'est posée la question de l'extension de la lutte au secteur privé; aujourd'hui, c'est dès le début que la volonté d'unir le combat entre secteur public et privé se concrétise;
- sa combativité: en 83, le mouvement démarre après l'annonce des mesures d'austérité; aujourd'hui, il part avant même l'annonce officielle du plan Martens et contre le barrage syndical. En 83, la combativité n'était pas parvenue à paralyser momentanément la bourgeoisie; aujourd'hui, face à la détermination des ouvriers, le gouvernement a dû suspendre immédiatement certaines de ses mesures.

Ainsi, cette formidable riposte des ouvriers en Belgique montre que le prolétariat vient de faire, en Europe occidentale, un très important pas en avant. Elle montre qu'en s'engageant sur le chemin de l'unification de ses combats, la classe ouvrière a été capable, en moins de trois ans, de tirer les principales leçons de ses expériences passées, de toutes les luttes qui se sont épuisées, en Belgique comme partout ailleurs, dans l'isolement et la démoralisation.

Voilà pourquoi, ce mouvement est un phare qui éclaire d'un jour nouveau, pour l'ensemble du prolétariat mondial, les combats présents et à venir.

## La lutte en Belgique nous montre l'avenir

Cette gigantesque riposte de la classe ouvrière montre que la stratégie de dispersion des attaques qui, partout en Europe de l'ouest, avait permis à la bourgeoisie de saucissonner les luttes de l'année 85, révèle aujourd'hui ses limites à travers la situation en Belgique.

En effet, pour éviter les luttes massives et leur risque d'unification, la bourgeoisie, grâce à la marge de manoeuvre dont elle disposait sur le plan économique, a étalé ses attaques afin d'enfermer la riposte ouvrière dans des luttes éparpillées.

Dans la mesure où cette stratégie d'attaques dispersées, s'appliquait essentiellement au secteur privé, il était beaucoup plus facile pour la bourgeoisie d'éparpiller les luttes en enfermant les ouvriers dans "leur" secteur, "leur" usine. Aujourd'hui, l'accélération brutale de la crise économique oblige la bourgeoisie à attaquer massivement et frontalement toute la classe ouvrière. Ce n'est plus tel ou tel secteur qui est touché, à tel ou tel moment, mais tous les secteurs simultanément.

Le plan d'austérité du gouvernement Martens en Belgique en est une parfaite illustration. Ainsi, la réduction de toutes les prestations sociales, les attaques frontales contre des pans entiers de la classe ouvrière -notamment les chômeurs et les ouvriers du secteur public- devaient inévitablement déboucher sur une riposte massive et frontale contre un seul et même ennemi, l'Etat capitaliste.

De plus, du fait que la stratégie de dispersion des luttes reposait essentiellement sur les patrons privés, celle-ci avait considérablement facilité le travail syndical de division des ouvriers (enfermement dans l'usine, défense de la région, du secteur, de l'entreprise). Aujourd'hui, la tendance à l'unification des luttes qu'illustre le mouvement en Belgique, indique, qu'avec l'épuisement de cette stratégie bourgeoise, les manoeuvres syndicales d'éparpillage des luttes vont être non seulement beaucoup plus difficiles mais aussi de plus en plus évidentes, comme l'ont montré, tout au long du mouvement, les multiples affrontements des ouvriers en Belgique avec les syndicats.

Cependant, la situation sociale en Belgique n'est pas un cas exceptionnel. Si, aujourd'hui, comme en 83, cette fraction du prolétariat d'Europe occidentale, se trouve à l'avant-garde des combats de classe, c'est uniquement parce que ce sont les ouvriers des pays les plus dépendants du marché mondial (le capitalisme belge qui exporte 70 % de sa production est, en effet, particulièrement touché par la surproduction) qui sont les premiers à faire les frais de l'aggravation de la crise en Europe occidentale.

Avec la nouvelle récession qui vient frapper aux portes de l'Europe occidentale, comme en Belgique, la bourgeoisie de tous les pays est aujourd'hui confrontée aux mêmes limites qui vont la contraindre à appliquer, à plus ou moins court terme, des mesures anti-ouvrières du même type que celle du gouvernement Martens. Comme en Belgique, la classe ouvrière de tous les pays n'aura, elle aussi, pas d'autre choix que d'opposer une riposte à la mesure des attaques qu'elle va subir et subit déjà partout.

Voilà pourquoi la riposte des ouvriers en Belgique n'est pas un feu de paille: elle annonce toute une série de mouvements qui vont surgir dans les pays centraux de capitalisme.

Ainsi, avec l'accélération présente de la crise, c'est toute l'histoire qui s'accélère, sur tous les plans et notamment celui des affrontements de classe: accélération des attaques contre la classe ouvrière, accélération des mouvements de riposte à ces attaques, accélération de l'usure de la gauche et des syndicats.

Cette accélération signifie que la classe ouvrière va connaître de moins en moins de répit, comme cela s'est déjà traduit par le fait que la période de dispersion des luttes avait duré à peine un an.

En ce sens, même si le chemin est encore long qui mène aux affrontements révolutionnaires, plus les mouvements de riposte vont se rapprocher, plus la classe ouvrière sera capable de tirer rapidement -et surtout de façon plus complète que par le passé- les leçons de ses expériences antérieures.

C'est de la capacité du prolétariat d'Europe occidentale à développer ses luttes, à les unifier, en tirant tous les enseignements, notamment du mouvement en Belgique, que dépend l'avenir de ses combats.

Avril (18-6-86)

## PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA  
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME  
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM  
PO BOX 20193 London Terrace Station,  
NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO  
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE  
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE  
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE  
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION  
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

## BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE  
(10F + 3F de frais d'envoi)

NATION OU CLASSE (idem)

PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)

PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)

SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)

LA DECADENCE DU CAPITALISME  
(10F + 6F de frais d'envoi)

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION  
(20F + 6F de frais d'envoi)

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE  
(30F + 12F de frais d'envoi)

## ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL: 12 numéros)  
FRANCE: 90F ETRANGER: 90F PAR AVION: 150F

Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)  
FRANCE: 65F ETRANGER: 65F PAR AVION: 80F

Abonnement couplé (JOURNAL = REVUE)  
FRANCE: 150F ETRANGER: 150F PAR AVION: 150F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP  
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, 75020  
Directeur de publication: D. Van Celst  
Numéro de commission paritaire: 54267  
tirage moyen: 2000; vente moyenne: 500.

## Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

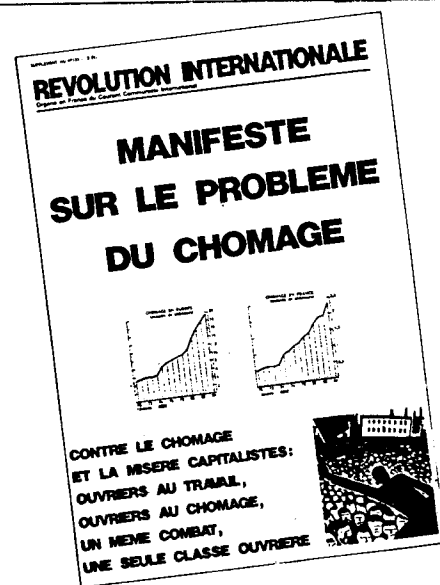
### SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les n°6 et 7 de RI ancienne série et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE :

G. (Paris).....400f.  
B. (Nîmes).....450f.  
J. (Toulouse).....90f.  
total : 940f.  
total général: 9390f.



# LES CONDITIONS DE L'UNIFICATION DES LUTTES EN EUROPE OCCIDENTALE

A la veille d'une récession bien plus brutale que celle de 81-82, c'est dans tous les pays d'Europe que la classe ouvrière résiste : en Europe du Nord, des grèves éclatent sans cesse depuis la rupture de la "paix sociale" face à des attaques sans précédents qui touchent en particulier le secteur public que ne peut plus entretenir le "socialisme scandinave".

En Grande-Bretagne et en Espagne particulièrement,

ce sont TOUS les secteurs qui sont ébranlés par des grèves qui ne s'arrêtent que pour reprendre un peu plus tard. L'accélération des attaques qui commence à sévir jusqu'aux USA (du 1er au 15 juin, 155 000 employés d'ATT étaient en grève contre des réductions de leurs salaires et la suppression de l'indexation sur l'inflation), trouve un prolétariat mobilisé. Si la Belgique est aux avant-postes de la lutte (voir article dans ce numéro), les conditions se dévelop-

pent aujourd'hui pour que les luttes surgissent un peu partout dans le monde et notamment en Europe occidentale tendent vers une plus grande unification, du fait de leur simultanéité, de la conscience grandissante au sein de la classe ouvrière de l'im-passe économique dans laquelle est plongé le système capitaliste, de la coïncidence des mesures qui frappent tous les ouvriers, tous les secteurs.

## PARTOUT DES ATTAQUES MASSIVES

### Allemagne

Bien que ce soit encore le pays d'Europe le moins mal loti, certaines mesures sont annoncées, comme le licenciement de 6000 ouvriers dans la production de pipelines, et des rumeurs de licenciements massifs commencent à courir en ce qui concerne la sidérurgie, ainsi que des coupes sombres dans la sécurité sociale et la santé.

### Grande-Bretagne

La bourgeoisie accélère ses attaques contre toute la classe ouvrière.

Ainsi, en une seule semaine, à la mi-mai, elle annonce simultanément :

- 2000 licenciements de plus dans les mines et la fermeture du dernier puits des Cornouailles avec 1000 pertes d'emplois.
- 6000 licenciements de plus dans les chemins de fer, dans le secteur de la production (alors que plusieurs milliers étaient déjà tombés l'année dernière)
- 3500 licenciements dans les chantiers navals (surtout dans le Nord-Est du pays où 50% de la population active est au chômage)
- 1500 licenciements dans l'aéronautique, 1200 dans l'industrie photographique, 1600 dans les transports routiers.

A cette liste, vient encore s'ajouter la réduction drastique des salaires et... la création de 3200 emplois dans la police !

### Pays-Bas

Pour 1987 il est prévu un montant de 12 milliards de florins (40 milliards de francs français) de mesures d'austérité.

A partir de septembre sont prévus dans ce cadre :

- 44 000 licenciements dans le secteur public,
- une énorme réduction des prestations médicales,
- la fin de toute aide financière à l'industrie privée ce qui va se traduire par de nombreuses faillites et des dizaines de milliers de licenciements.

### Espagne

Il existe un plan "secret" d'attaques pour après les élections législatives du 22 juin et qui comprend :

- 50 000 licenciements dans les entreprises de l'INI (Institut National de l'Industrie, holding d'entreprises étatisées);
- 6000 licenciements à la General Electrics;
- quelques 8000 licenciements à Hurmosa (mines du charbon des Asturies, principale région houillère);
- 2500 licenciements à EMPETROL (principale raffinerie);
- 10 000 licenciements dans la sidérurgie (AHM, aciers spéciaux, Ensidesa);
- 20 000 licenciements dans la santé;
- 5000-10 000 licenciements dans l'enseignement, etc...

Et il faut également signaler :

- une "rationalisation" des allocations chômage (plus longue période de travail pour obtenir une pension, réduction du montant de la pension);
- généralisation de la PRECARITE de l'emploi à travers des mesures de "flexibilité" aussi dangereuses que la suppression de l'autorisation administrative préalable décidée en France;
- réduction générale des prestations de la sécurité sociale : pensions, remboursement des médicaments, etc.);

L'objectif est de réduire le déficit massif de l'Etat qui, en 12 mois, a augmenté de 40%.

### Suede

Dans les semaines qui ont suivi l'assassinat d'Olof Palme, a été annoncée une cinquantaine de mesures de licenciements concernant 50 ouvriers ici, 100 ouvriers là, 150 ailleurs, etc. ce qui représente au total près de 5000 ouvriers.

Plus récemment, profitant de l'approche des vacances, la bourgeoisie a pris une série de mesures du même type, de moindre ampleur mais concernant des quantités d'ouvriers plus importants :

- 350 licenciements à LJUNE KOTTING (fabrication de chaînes);
- 200 licenciements à LIBER TRYCK (imprimerie);
- 750 licenciements à Ericsson (électricité et électronique);

-500 licenciements à SKF.

Entre 85 et 86, il y aura eu un total de 5000 licenciements dans l'industrie navale et l'ensemble du secteur naval civil est menacé de fermeture totale ce qui, avec les sous-traitants, représente (bien que la mesure ne soit pas encore officielle) 10 000 ouvriers.

Par ailleurs, les salaires dans le secteur public ont été fortement attaqués (les augmentations étant bien sûr en deçà de l'inflation). Dans ce secteur, il faut également s'attendre à des licenciements dans :

- les bibliothèques;
- les hôpitaux pour personnes âgées;
- les garderies pour enfants scolarisés et les jardins d'enfants.

### Danemark

La bourgeoisie a mis à profit les fêtes de Noël et de Pâques pour prendre toute une série de mesures d'austérité.

### Italie

Dans la période mars85-mars 86, les salaires ont augmenté de 5,3% en moyenne, tandis que le chiffre officiel de l'inflation pour la même période est de 7,2%.

- la Montedison a annoncé le licenciement de 2900 travailleurs du supermarché STANDA;
- l'usine Innoncenti a salué l'augmentation des ventes de voitures avec l'annonce de la "caisse d'intégration" (caisse d'allocations chômage) pour 1800 employés;
- le groupe étatique FINSIDER, après une restructuration qui a déjà entraîné 44 000 licenciements, vient d'en demander 13 000 autres;
- dans des milliers de petites et moyennes usines, les syndicats ont signé plus ou moins clandestinement des accords qui, en échange de quelques miettes à toucher l'année prochaine, accordent aux patrons tout ce qu'ils veulent en terme de mobilité des travailleurs (restauration du travail de nuit, même pour les femmes, heures supplémentaires obligatoires, déplacement d'un atelier à l'autre suivant les nécessités...)

## PARTOUT DES LUTTES SIMULTANÉES EN RIPOSTE A CES ATTAQUES

### Grande-Bretagne

Il ne se passe pas un jour sans que des grèves explosent dans tout le pays, tous les secteurs (les chantiers navals, l'automobile, la sidérurgie, les postes, les mines, les bus, l'électricité).

Aujourd'hui, ce n'est pas comme en 84-85, ce n'est plus dans un ou deux secteurs, mais partout qu'éclate simultanément la riposte ouvrière. Telle est la situation générale qui explique la tendance actuelle au ressurgissement des mouvements de solidarité (comme celui des 1000 fonctionnaires se joignant à la récente manifestation des conducteurs de bus). Et cela, malgré les mailles serrées du filet syndical qui tente de maintenir les luttes encore isolées, morcelées.

Même si la bourgeoisie est parvenue à isoler les ouvriers de l'imprimerie, momentanément, elle n'a pas réussi à briser cette volonté d'unir le combat.

### Pays-Bas

De mars à mai, ont eu lieu de très nombreux mouvements dans la plupart des secteurs, mais qui sont restés dominés par la dispersion.

A l'heure actuelle, se déroule une grève à AKZO (chimie, employant 33000 ouvriers) impliquant plusieurs milliers de grévistes.

Des mouvements de bien plus grande ampleur sont prévisibles à la rentrée avec la mise en application des mesures déjà planifiées.

### Espagne

Les deux luttes centrales ont eu lieu :

- dans les PORTS : il y a eu dans ce secteur une forte tendance à l'extension. Par exemple, les ouvriers du port de Valence ont distribué 20 000 tracts expliquant que leur lutte était la même que celle de Sagunto (AHM, sidérurgie) et de l'industrie navale et appelant à la solidarité. Les ouvriers des ports des Canaries ont menacé d'appeler à une grève générale. De même les conducteurs de camions de Valence et de Bilbao travaillant avec les ports se sont solidarisés avec la fermeture de ceux-ci les 3 premiers jours de la grève.

- à BAZAN : (chantiers navals militaires avec 15 000 ouvriers répartis en trois sites : El Ferrol, Cadix et Cartagène). Le gouvernement veut licencier 6600 ouvriers. De violents affrontements entre ouvriers et police se sont déroulés à Cadix. A El Ferrol et Cartagène, il y a eu le 12 juin une grève générale appelée par les syndicats qui a été suivie massivement. Au même moment, les ouvriers de Cartagène ont effectué une marche sur Murcie (la capitale régionale).

Durant cette même période se sont déroulées plusieurs luttes :

- dans les autobus à Valence et Saragosse;
- à Ivelsa (électro-ménager) de Alcalá (près de Madrid)
- dans les mines de Leon;
- à Isodel (électronique) à Madrid.

### Suede

Ces dernières semaines se sont déroulées des grèves sauvages parmi les enseignants contre une menace de

lock-out. Les médecins (qui en Suède sont salariés de l'Etat et sont affiliés à la même fédération syndicale que les enseignants) sont également entrés en grève mais ils ont suspendu leur mouvement sur proposition des syndicats.

D'une façon générale, les forces bourgeoises de gauche ont tout fait pour éviter qu'il y ait simultanéité entre les mouvements en Suède et ceux qui se déroulaient il y a quelques semaines en Norvège et en Finlande. C'est ainsi qu'un appel à la grève concernant 18 000 ouvriers de la métallurgie a été retiré par les syndicats.

### Danemark

A Pâques, les syndicats ont organisé à Copenhague deux manifestations à deux jours différents, l'une pour le secteur public (50 000 personnes) et l'autre pour le secteur privé (60 000 personnes). Ce qui a fait la preuve de son inquiétude devant la menace d'un mouvement de la même ampleur que celui d'avril 85. Au même moment, s'est déroulée une grève importante dans les journaux ainsi qu'une grève minoritaire mais très longue et dure chez les éboueurs de Copenhague.

### Italie

Après une lutte de la classe ouvrière qui est allée au delà de toutes les prévisions des patrons et des syndicats, la Montedison a retiré les licenciements prévus de 2900 travailleurs du supermarché STANDA.

# ESPAGNE 36 : TOUTE LA GAUCHE LIVRE LES OUVRIERS AU MASSACRE

■ Les soulèvements ouvriers en Espagne entre 1932 et 1936 furent les dernières expressions de résistance du prolétariat international avant que ne se déchaine la barbarie de la seconde guerre mondiale. Comme en France avec le Front Populaire, comme dans les autres pays d'Europe, ce sont essentiellement les fractions de gauche (PC, PS et anarchistes) qui ont oeuvré activement à désarmer le prolétariat en Espagne, idéologiquement et physiquement. Aujourd'hui, ces mêmes fractions de gauche (plus les trotskystes) viennent encore nous vanter la "révolution espagnole contre le fascisme", pour occulter les vraies leçons que le prolétariat doit tirer de cette tragique expérience où le dernier foyer de lutte, isolé, dans un contexte où tant de fractions du prolétariat mondial avaient déjà été écrasées par une contre-révolution sanglante, a fini par être écrasé sous les assauts conjugués de toute la bourgeoisie internationale, après avoir été piégé par les alternatives de la gauche.

A l'heure où le prolétariat international développe dans tous les pays la lutte qu'il a reprise depuis la fin des années 60, il est important de revenir sur ses expériences passées, pour faire toute la lumière sur les manoeuvres des forces de gauche contre le combat de la classe ouvrière, sur les méfaits qu'ils ont commis, qu'ils commettent et commettront encore demain.

## 1932-1933

### "Ni blessés, ni prisonniers!"

#### Tirez au ventre!"

Par la mitraille et par le canon, la République espagnole proclamée en 1930 avait déjà montré, deux ans après sa proclamation, comment elle allait tenir ses promesses sociales à ceux qui voulaient des réponses concrètes aux problèmes de la misère.

Cette "République démocratique" qui soi-disant devait être un moindre mal et même faciliter le mouvement ouvrier, révélait la vraie raison de son existence : contenir le mouvement ouvrier que la dictature de Primo de Rivera -malgré le soutien du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et de son syndicat UGT- s'avérait incapable de juguler. Ces mêmes socialistes siégeaient d'ailleurs dans la nouvelle République et ils purent prouver alors qu'ils n'avaient nul besoin de dictateur pour imposer le joug de la terreur.

Par la mitraille et par le canon, le gouvernement "républicain et socialiste" tenta de convaincre ceux qui réclamaient du pain et du travail qu'ils devaient se contenter d'idées généreuses et de promesses. Dans l'opposition, et fortement ancrés dans la classe ouvrière, les anarchistes de la FAI et de la CNT poussaient toutes les luttes à leur extrême, proclamant ça et là le communisme libertaire, dans la plus grande dispersion. Et c'est dans cette dispersion qu'en 1932 et 1933 la classe ouvrière dut s'affronter à la bourgeoisie, c'est cette dispersion qui déjà fut responsable des massacres de prolétaires.

L'extrémisme anarchiste, non seulement isolait les secteurs les plus combattifs de l'ensemble de leur classe, mais encore empêchait le processus réel de développement de la conscience dans le prolétariat en faussant le processus concret de la lutte, c'est-à-dire en rejetant leur aspect revendicatif au profit de proclamations idéologiques. C'est ainsi qu'entre les "idées sociales" des républicains et les "idées révolutionnaires" des anarchistes, les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière s'affrontèrent ces années-là à la répression bien concrète de l'Etat, isolés physiquement les uns des autres et surtout séparés idéologiquement de l'ensemble de leur classe : il y eut des dizaines de morts, des milliers de déportations. La police et l'armée appliquèrent à la lettre les ordres du socialiste Manuel Azaña, chef du gouvernement : "Ni blessés ni prisonniers, tirez au ventre !"

Effectuée au nom de la démocratie, cette féroce répression va avoir plusieurs conséquences : la première c'est de permettre à la droite de se réorganiser durant les deux années de vie de ce gouvernement de gauche, et de gagner les élections fin 1933. La majorité du parti socialiste, alors dans l'opposition, va opérer un tournant radical avec toute une phraséologie révolutionnaire, et mobiliser ses forces militantes pour redorer son blason dans un premier temps, attaquer idéologiquement le prolétariat dans un deuxième : le Front Populaire. Une autre conséquence est de pousser toujours plus les ouvriers combattifs dans les rangs de la CNT et de les détourner ainsi de leur combat de classe réel.

Ceux-ci, accusés d'avoir fait le jeu de la droite, s'appuyant sur un mécontentement réel et forts de leur impact dans la classe ouvrière, déclenchèrent alors (décembre 1933) une nouvelle vague d'insurrections qui se termina encore par une centaine de morts dans les rangs ouvriers, défaite toujours due à l'isolement de chacun de ces foyers.

Affaibli par ces soulèvements sporadiques et les saignées que la répression provoquait dans ses rangs, le prolétariat espagnol ne bougea pratiquement pas quand éclata l'insurrection en octobre 34

dans les Asturies, à l'appel des divers partis de gauche qui se radicalisaient depuis qu'ils étaient dans l'opposition (en particulier le PSOE) et qui ne s'attendaient pas à l'ampleur que prit ce mouvement.

Là encore, par la mitraille et par le canon, la droite tenta de parachever ce que la gauche avait commencé, l'écrasement de la classe ouvrière : plus de 3 000 travailleurs morts au combat, près de 3 000 autres assassinés, des milliers de blessés, 30 à 40 000 arrestations. Là encore, isolée, la Commune des Asturies périt en quelques semaines. On voit là le développement d'une stratégie d'écrasement du prolétariat paquet par paquet, à laquelle participèrent directement ou indirectement toutes les forces de la bourgeoisie, droite, gauche et anarchistes.

## 1936:

### le Front Populaire contre le prolétariat

En janvier 1935 l'alliance électorale de front populaire est signée par l'ensemble des organisations de gauche ainsi que par les gauchistes trotskystes du POUM. Un an plus tard, le gouvernement de front populaire est élu, sur fond de luttes sociales. Du PCE qui proclame que "des patrons provoquent et attisent des grèves pour des raisons politiques de sabotage" aux socialistes qui accusent les grévistes de "faire le jeu du fascisme", toutes les forces politiques de gauche mettent en place une campagne visant à détourner la formidable combativité du prolétariat vers les objectifs démocratiques antifascistes.

Le 17 juillet, le soulèvement militaire démarre dans le Rif. Le 18, le gouvernement donne l'ordre de ne pas armer le peuple ; il préfère laisser la place au fascisme que d'armer un prolétariat non encore embrigadé. Car comme le souligne Bilan (1) "...l'éclosion de la lutte actuelle entre le Front Populaire et les généraux n'est en définitive que le camouflage d'une lutte sociale bien plus importante", tout comme l'avènement de la République n'avait été que "le signal annonciateur des formidables événements de classe qui suivirent." Et pour la bourgeoisie, de droite comme de gauche, le danger vient avant tout du prolétariat.

Il y a tout juste cinquante ans, en juillet 1936, le prolétariat est dans la rue, prend des casernes d'assaut, fraternise avec d'autres, et s'arme, de fait, au fur et à mesure que la situation évolue à son avantage. En Catalogne, la Generalidad est complètement débordée et s'efface devant la poussée ouvrière. Armée, celle-ci pose ses revendications de classe : la répression n'avait pas suffi pour écarter le prolétariat de la scène sociale : le soulèvement en Catalogne était dans le fond déterminé par l'austérité et la misère dues à la crise économique du système et à laquelle aucune solution ne pouvait être apportée.

Pour ôter au mouvement tout son contenu de classe, la bourgeoisie allait à nouveau se mobiliser tout entière. Dans un premier temps, elle devait faire reprendre le travail. Ensuite, légaliser cet armement de la classe ouvrière qu'elle avait été incapable d'empêcher, pour ensuite pouvoir l'interdire. N'ayant plus les moyens de s'opposer frontalement, elle tira profit de la principale faiblesse de la classe -l'incapacité historique du prolétariat en Espagne à affirmer ses perspectives propres dans un contexte de contre-révolution mondiale- et usa jusqu'à la lie sa principale force d'encadrement, l'anarchisme.

Le gouvernement de Front Populaire sut donc, pendant quelque temps, se retirer de la scène politique là où le prolétariat était le plus dangereux, en Catalogne. Bilan note à ce propos que deux principes s'opposèrent alors, deux classes, deux réalités : "celle de la collaboration et de la trahison, l'autre de la lutte." Et l'on vit toutes les organisations, anarchistes en tête, proclamer de façon éhontée qu'il était hors de question de s'attaquer à la machine étatique capitaliste, allant jusqu'à soutenir qu'elle était nécessaire à la lutte. Ainsi naquit le Comité Central des milices Antifascistes de Catalogne, qui progressivement instaura la militarisation des ouvriers armés et de la production (2), l'organe camouflé de l'Etat.

La bourgeoisie laissa donc s'armer le prolétariat et collectiviser la production, feignant de se soumettre et resserrant l'étau de sa domination. Négliger la question centrale de l'Etat au profit des socialisations d'entreprise et autres conquêtes ouvrières, c'était enchaîner le prolétariat au Front Populaire et à ses intérêts capitalistes, et, pire que cela, c'était utiliser les réalisations sociales pour enchaîner le prolétariat à sa bourgeoisie. La voie du prolétariat vers sa perspective passe inexorablement par la lutte à mort contre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, par le refus du compromis avec toutes les forces qui le soutiennent.

Ceux qui aujourd'hui chantent les louanges de la "révolution espagnole" insistent sur ses prétendues réalisations et ignorent superbement la faiblesse essentielle concrétisée par la question de l'Etat, oublient ou feignent d'oublier que c'est grâce à ces réalisations sociales que l'Etat put enchaîner le

prolétariat à la défense d'un secteur de la bourgeoisie contre un autre, défense dont il est le grand perdant. Ils jettent aux chiens deux leçons fondamentales que le prolétariat a écrites avec son sang en 1848 et en 1871 et qui ont été confirmées par les révolutions de 1917 et de 1919 : d'une part, qu'il ne peut y avoir aujourd'hui de compromis entre deux classes dont l'une exploite l'autre, et d'autre part, qu'une révolution sociale ne peut être que politique dans une société divisée en classes, révolution politique qui passe obligatoirement pour le prolétariat par la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

## La militarisation

L'Etat restant debout, la question de l'armement des ouvriers devait être rapidement réglée. On commença par envoyer les milices, sans expérience guerrière, se faire étriper au front par l'armée franquiste, détournant leur combat sur la défense de la "démocratie" contre le "fascisme". Fort de ces échecs, le 10 octobre, fut publié le décret militarisant les milices. La CNT clame "Tous au front", les armes sont réquisitionnées à l'arrière et le 26 septembre voit l'Etat revenu en force, enrichi par la présence des anarchistes et du POUM au gouvernement de la Generalidad de Catalogne. Un décret de celui-ci abolit alors "les comités locaux et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement des rebelles", c'est-à-dire toutes les formes d'organisation hormis l'Etat et les organisations politiques ou syndicales qui y participent. La CNT a enfin ses ministres, l'anarchisme a conduit le prolétariat à se battre sur le terrain de son ennemi, au service de son ennemi de classe.

En acceptant cela, en participant à l'Union Sacrée contre le fascisme, le prolétariat a consenti au compromis avec les forces de la bourgeoisie, à participer à une boucherie sans nom dont il a été la principale victime, qui ne s'achèvera qu'en 1944. Bilan insistait sur le fait que "Les ouvriers ne luttent jamais, de leur propre volonté, pour les traités, en l'espèce pour le Front Populaire ; ils croient toujours se battre pour la défense de leurs intérêts", et c'est le degré de mystification qui pèse sur leur conscience qui permet de coller à leur tête le drapeau de l'ennemi.

Les partis traîtres du prolétariat (des "socialistes" qui étaient passés du côté de la bourgeoisie en 1914 aux "communistes" qui venaient juste de trahir leur classe à la fin des années 20, des anarchistes qui manifestèrent à au grand jour leur nature bourgeoise aux gauchistes-trotskystes du POUM qui étrennaient cette livrée de traîtres qu'ils ne quitteront plus) furent les fers de lance de cette dernière offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat en Espagne. Par les fausses perspectives qu'ils s'attachent à donner aux mouvements, à travers les chemins contournés par lesquels ils militariseront la production et intensifieront la production de guerre, ils sont directement les premiers responsables de la défaite ouvrière sur le plan idéologique qui ne faisait que précéder la défaite physique et l'horreur que la guerre mondiale allait jeter sur le monde.

Moro

(1) Bilan : publication de la "Fraction italienne de la gauche communiste" dans les années 30, qui participa de toutes ses forces à la lutte contre les trahisons et la dégénérescence de la 3ème Internationale et de ses partis définitivement dominés par le stalinisme. Pour plus de précisions, voir leurs textes publiés dans les Revue Internationale Nos 4, 6 et 7.

(2) Voir la Revue Internationale n° 15 : "Espagne 35 : le mythe des collectivités anarchistes".

## La voix des révolutionnaires en 36

### Extraits de "BILAN"

"La lutte armée sur le plan impérialiste est la tombe du prolétariat. Il faut y opposer la lutte armée sur le terrain social. A la compétition pour la conquête des régions et des villes, il faut opposer l'attaque contre la machine étatique, et c'est uniquement de cette attaque que peut résulter la désintégration des régiments de la droite, c'est ainsi seulement que le plan du capitalisme espagnol et international pourra être brisé. Autrement, avec ou sans l'acceptation du plan français de neutralité, avec ou sans le Comité de Coordination composé de fascistes, démocrates et centristes (tous les pays importants y étant représentés), c'est l'orgie capitaliste qui triomphe, et les marchands de canons de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, et l'Etat soviétique lui-même livreront des munitions aux deux états-majors, à Franco comme à Caballero, pour massacrer les ouvriers et les paysans en Espagne.

Dans tous les pays, au mot d'ordre capitaliste : pour ou contre la neutralité, pour ou contre l'envoi de munitions à Franco ou au gouvernement, opposez des manifestations de classe, des grèves contre les transports légers d'armes, des batailles dirigées contre chaque impérialisme. C'est à cette condition uniquement que la solidarité peut s'affirmer réellement pour la cause du prolétariat espagnol." BILAN n° 34, août-septembre 1936 (Publié dans la Revue Internationale n° 6 -juillet 1976- ainsi que dans le livre "Bilan" Contre-révolution en Espagne 1936/1939 - Col. 10-18 n° 1311)

# LE P.C.I. (LE PROLETAIRE) VICTIME DE LA PROPAGANDE BOURGEOISE

Dans le n°387 du "Prolétaire", le PCI dédie au CCI deux tableaux statistiques : l'un montrant l'accélération du taux d'exploitation, l'autre la baisse du nombre de journées de grèves pendant la période où la gauche était au pouvoir en France.

C'est ainsi que le PCI vient faire à "certains farceurs -en l'occurrence le CCI- qui croient encore que la victoire de la gauche en 81 avait ouvert une brèche dans le dispositif anti-ouvrier de la bourgeoisie", une leçon sur la méthode d'analyse de la réalité sociale.

Nous tenons avant toute chose à remercier le PCI pour l'importance qu'il nous accorde (ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé) en affirmant que "ce n'est pas un groupe trotskyste qui écrit ces âneries ou un quelconque élément de l'extrême-gauche du capital, mais le CCI lui-même."

## les ambiguïtés du PCI sur la nature de la gauche

Le premier tableau grâce auquel le PCI va puiser toute la force de son argumentation, consiste à nous montrer que "à partir de 81-82, le partage de la valeur ajoutée se renverse de façon spectaculaire au détriment des salaires et en faveur des profits des entreprises."

En termes clairs, cela signifie que dès son arrivée au pouvoir en France, la gauche a mis en application une politique d'austérité qui s'est traduit par une dégradation de toutes les conditions de vie de la classe ouvrière.

Pour nous convaincre d'une telle évidence, il n'était pas nécessaire de nous exhiber les graphiques sophistiqués des économistes bourgeois. Avec cette affirmation péremptoire, le PCI ne fait rien de moins que se distinguer dans l'art d'enfoncer des portes ouvertes.

Ce n'est certainement pas au CCI qu'il faut faire une démonstration sur la nature profondément bourgeoise des partis de gauche. Nous renvoyons à ce propos les camarades du PCI à tous les articles (et ils sont nombreux!) que nous avons publiés dans notre presse, non seulement depuis mai 81, mais depuis que nous existons.

Permettez-nous, camarades, de vous retourner le compliment : "Malheureusement, il ne suffit pas aux ânes de savoir lire pour comprendre ce qui se passe sous leurs yeux" ("Le Prolétaire").

Il ne suffit pas non plus de reconnaître à partir d'une constatation immédiate que la gauche, quand elle est au pouvoir, mène la même politique anti-ouvrière que la droite. Encore faut-il être clair sur la nature de ces partis. Si nous pouvons être d'accord avec le PCI sur la capacité des partis de gauche à gérer l'économie -comme n'importe quelle autre fraction de la bourgeoisie- au mieux des intérêts du capital, nous ne souscrivons nullement à ses ambiguïtés quant à la nature de la gauche.

Contrairement à ce qu'on peut lire dans les colonnes du "Prolétaire", le CCI, lui, a toujours affirmé clairement dans toute sa presse que les partis de gauche n'ont qu'une seule et même nature -BOURGEOISE et non une double nature -OPPORTUNISTE-BOURGEOISE, tel que l'affirme le PCI (l'opportunisme étant, comme nous l'avons réaffirmé encore tout dernièrement dans notre Revue Internationale n°40, un courant au sein du mouvement ouvrier).

## quelle méthode pour comprendre la lutte classe?

Le deuxième schéma sur lequel s'appuie le PCI pour nous faire la leçon s'évertue à montrer que cette politique d'austérité de la gauche au pouvoir en

France a été appliquée "sans que la classe ouvrière réussisse réellement à riposter comme l'indique le nombre de journées de grève".

Nous n'analyserons pas dans cet article toutes les raisons qui ont conditionné cette baisse du niveau des luttes ouvrières en France au cours de cette période. Nous nous contenterons d'apporter au PCI quelques éléments de critiques sur la méthode permettant de comprendre la lutte de classe.

Cette méthode du PCI consistant à fonder l'analyse de la lutte de classe sur des schémas empruntés aux statistiques bourgeoises est non seulement incapable de rendre compte de la réalité sociale, mais surtout totalement étrangère au marxisme, lequel nous a enseigné depuis le "18 Brumaire" (Marx, 1852) que la lutte de classe ne se développe pas de façon linéaire, mais en dents de scie (notamment dans la période de décadence du capitalisme). Elle connaît des moments d'avancées et de reculs, au cours desquels le prolétariat puise les forces nécessaires pour se lancer à nouveau dans sa lutte contre le capital.

Ce qui est valable à l'échelle de toute l'histoire de la lutte de classe reste valable au sein même de chaque période. Ainsi, au cours d'une période de reprise générale de la lutte de classe, celle-ci connaît des moments de pause de courte durée.

C'est parce que le CCI a été capable de se réapproprié la méthode d'analyse marxiste qu'il a su mettre en évidence l'existence de différentes périodes depuis la reprise historique de la lutte de classe à la fin des années 60, périodes ayant chacune leurs caractéristiques propres.

Par ailleurs, cette même méthode marxiste a enseigné aux révolutionnaires qu'on ne peut appréhender l'évolution de la lutte de classe que de façon non seulement historique, mais mondiale. Ce n'est que dans ce cadre qu'on peut comprendre telle ou telle situation particulière dans tel ou tel pays, à tel ou tel moment.

Voilà ce que le PCI n'a toujours pas compris avec sa vision empruntée à l'empirisme bourgeois qui se montre incapable d'intégrer le rapport de forces entre les classes en France dans la vague présente de reprise internationale des combats ouvriers, reprise ouverte à l'automne 83.

## l'usure historique de la gauche

Ayant peut-être lu Marx, mais à la façon des ânes, le PCI est, de ce fait, incapable de voir la différence entre les conditions de la lutte de classe dans les années 70 et celles d'aujourd'hui, différence caractérisée par la tendance du prolétariat à se dégager de plus en plus -dans les années 80- de l'emprise de la gauche et des syndicats.

Ainsi, lorsque "Le Prolétaire" affirme que, par leur passage au gouvernement, les partis de gauche (avec le soutien des syndicats) "se sont usés", ce constat -avec lequel nous ne pouvons qu'être d'accord encore une fois- relève d'une reconnaissance purement formelle.

Il ne suffit pas, en effet, de constater la réalité des faits pour s'en convaincre. Encore faut-il comprendre par quel processus cette réalité s'est imposée.

Il est vrai que durant les années 70, la bourgeoisie pouvait placer ses partis de gauche au gouvernement dans le but de paralyser la lutte de classe : c'est pour cette raison, par exemple, que le parti travailliste en Grande-Bretagne et le parti social-démocrate en RFA ont été appelés à la tête de l'Etat au cours de cette période. Mais cela n'était possible que du fait des illusions qui existaient dans la classe ouvrière sur la possibilité de "sortir de la crise" en changeant de gouvernement. Ces illusions étaient basées sur le degré de gravité -encore faible, comparé à celui d'aujourd'hui- atteint par la crise au cours des années 70. C'est ce qui explique également que la gauche pouvait se maintenir plusieurs années au pouvoir et y mener une politique parfaitement conforme aux intérêts du capital sans se déconsidérer de façon définitive : la violence des attaques anti-ouvrières (notamment le développement du

chômage) était bien loin de celle qui se déchaîne aujourd'hui. Et c'est bien parce qu'à la fin des années 70, avec l'approfondissement continu de la crise économique le maintien de la gauche au pouvoir dans ces pays risquait de lui faire perdre tout contrôle sur la classe ouvrière qu'elle a été obligée de retrouver sa place dans l'opposition. Le PCI veut nous montrer que c'est grâce à l'arrivée de Mitterrand au gouvernement que la bourgeoisie a réussi à imposer aux ouvriers une forte dégradation de leurs conditions de vie. Permettez-nous, camarades, de vous rétorquer que la gauche au pouvoir en France, malgré sa bonne volonté bourgeoise, a été battue à plate couture dans ce domaine par Thatcher qui, justement, avait remplacé le travailliste Callaghan. Mais, peut-être, camarades, n'êtes-vous pas au courant de ce qui se passe de l'autre côté de la Manche ?

Avec l'entrée dans les années 80, que nous avons analysées comme des "années de vérité", où sont apparues dans toute leur évidence l'impasse économique et l'impossibilité d'une meilleure gestion du capital par un quelconque changement de gouvernement, il est devenu impossible pour la bourgeoisie de jouer les mêmes cartes que durant les années 70. Du fait même que la fonction spécifique de la gauche du capital consiste à encadrer les ouvriers, à utiliser leurs illusions à son égard, pour mieux saboter leurs luttes, le maintien ou la venue au pouvoir des partis de gauche dans les années 80 ne peut aboutir qu'à un effondrement de ces illusions, et donc, à une incapacité de ces partis (et de leurs syndicats) à remplir leur fonction d'encadrement du prolétariat. Dans la perspective d'une intensification des attaques capitalistes et des ripostes croissantes de la classe ouvrière, une telle perte de crédit des partis de gauche peut s'avérer extrêmement grave pour la bourgeoisie d'un pays situé au coeur du capitalisme, l'Europe occidentale.

C'est ce qui est arrivé en France, suite à "l'accident" du 10 mai 81 que nous avons longuement analysé à l'époque comme étant dû à une fausse manœuvre de la bourgeoisie (voir les numéros de RI de cette période).

De façon immédiate, l'arrivée de la gauche au pouvoir a pu se traduire par une relative baisse des luttes ouvrières en France, mais, nous le répétons, au cas où les camarades du PCI seraient un peu durs d'oreille, les marxistes ont toujours affirmé qu'il faut comprendre les phénomènes sociaux à l'échelle historique et non pas immédiate.

En ce sens, l'apparente passivité des ouvriers est grosse des formidables combats à venir, dans la mesure où :

"Lorsque pendant des décennies, les ouvriers ont eu l'illusion qu'ils ne pouvaient mener des combats que dans le cadre des syndicats et avec l'appui de ceux-ci, la perte de confiance en ces organes (et plus généralement à l'égard de la gauche) s'accompagne de façon MOMENTANÉE d'une perte de confiance en leur propre force et les conduit à opposer la passivité à tous les soi-disant "appels à la lutte" qui en émanent." (Revue Internationale n°44 "Résolution du 6ème Congrès du CCI").

Ainsi, contrairement aux ânes, les marxistes savent lire au delà des apparences. C'est ce qui leur permet de comprendre la réalité en vue de la transformer.

Ce que nous démontrent, en fin de compte, les camarades du PCI, c'est qu'ils sont eux-mêmes victimes de toutes les campagnes bourgeoises sur la "passivité de la classe ouvrière", sur "la disparition de la lutte de classe". Avec leur petite trompette, ils nous jouent le même air qu'exécute en fanfare toute la classe dominante. Voilà une contribution -si modeste soit-elle- aux mystifications capitalistes dont toutes les organisations prolétariennes doivent absolument se passer.

Avril  
"Le Prolétaire" organe du Parti Communiste International, adresse unique : "Valentini, 7, avenue de la forêt noire, 67000 Strasbourg.

## Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

### NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.